

Un an après avoir renoncé à sa candidature à la présidentielle, Arnaud Montebourg dresse un inventaire des "drames qui nous attendent". Et s'inquiète du sort que l'on réserve, notamment, par la réforme des retraites, au "corps central travailleur et populaire du pays".

**PROPOS RECUEILLIS
PAR HADRIEN MATHOUX
ET SOAZIG QUÉMENER**

**PHOTOS : LIONEL ANTONI
POUR "MARIANNE"**

Marianne : Dans une postface inédite à votre ouvrage *l'Engagement* (coll. « Pluriel », Fayard), vous analysez l'hyperinflation déclenchée par la guerre en Ukraine, et le nouvel ordre géopolitique marqué par le retour des empires et le règne de la souveraineté... Êtes-vous davantage angoissé par cette montée des périls, ou satisfait de voir que beaucoup de vos idées semblent davantage en vogue aujourd'hui ?

Arnaud Montebourg : Mes positions ont peu d'importance, ce qui compte, c'est ce qu'il adviendra de la France et de l'Europe dans le chaos qui s'avance. La mondialisation à grande vitesse en cours valide en effet des thèses que j'ai défendues il y a dix ans. Elles auraient pu faire l'objet de choix politiques qui nous auraient permis d'être mieux préparés dans la période difficile que nous affrontons. On peut aussi regarder la situation comme une destruc-

Arnaud Montebourg : “L'Europe se suicide au gaz”



tion des croyances et architectures sur lesquelles nous vivons depuis maintenant soixante-dix ans. Mais quel est alors le monde de remplacement que nous allons construire ? Qu'allons-nous faire de notre pays, et où allons-nous l'emmener ?

Il n'y a pas que des choses mauvaises dans ce nouveau monde : le retour de la souveraineté est très positif. C'est une conquête de la Révolution française. La classe dirigeante est passée à côté de cette question fondamentale. Elle n'a pas vu que les Français étaient en demande puissante d'indépendance, de liberté et de souveraineté. Elle n'a pas vu que l'Union européenne était le facteur immobilisant de la France dans le monde actuel, en matière notamment de protectionnisme face aux États-Unis ou à la Chine : l'UE est l'idiote constante du village mondial. Elle est aussi l'obstacle qu'il faut savoir franchir pour surmonter une architecture obsolète héritée de Maastricht, déjà mise au rancart par la crise du Covid puis par la guerre russo-ukrainienne.

Vous évoquez également le « corps central travailleur et populaire du pays », ces millions de gens qui « vivent de leur travail, font marcher la France, la font tenir debout ». Comment vont réagir ces Français face à la réforme des retraites ?

Ce bloc populaire fait tourner la France. Ce sont ceux qui ont mis la chasuble jaune, qu'on a applaudis pendant le Covid. Ils ont payé toutes les crises économiques et toutes les trahisons politiques depuis vingt ans. En 2008-2009, ils prennent de plein fouet la désindustrialisation et la destruction des actifs du pays. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir survint le « rétablissement des comptes publics », c'est-à-dire l'austérité budgétaire, dont je rappelle qu'il causa ma rupture gouvernementale. On a matraqué fiscalement les classes populaires et moyennes,

et affaibli les services publics : la police et la justice n'ont pas de moyens ; la seule politique en matière de santé est encore de supprimer des moyens ; à l'école, nos performances s'effondrent. Enfin, pendant le Covid, ces catégories sociales ont continué à travailler dur pendant que les autres faisaient des visio en pyjama.

Quant à cette réforme des retraites, elle s'en prend aux mêmes que d'habitude, qui sont la colonne vertébrale active du pays : ceux qui se lèvent tôt, travaillent jeunes et durement. C'est en cela qu'elle est injuste. La conséquence, au bout du chemin, c'est la victoire programmée du lepénisme. On est en train de fabriquer un épisode trumpiste noir pour notre pays.

**“NOTRE DOCILITÉ
À L'ÉGARD DES DÉCISIONS
LES PLUS ABSURDES
DE L'UE DOIT CESSER.”**

Vous parlez d'une « guerre morale contre la Russie » éloignée du peuple français. La France en fait-elle trop pour l'Ukraine ?

La crise énergétique est liée aux contradictions de l'Union européenne : avoir tout fondé sur le gaz russe et être quasi belligérante face aux Russes, c'est donc un suicide européen au gaz. Vladimir Poutine n'a retenu aucune leçon de l'Histoire sur l'impossible soumission d'un pays par la force, et inflige des souffrances inutiles aux peuples russe et ukrainien. Mais nous sommes pris dans nos contradictions et en grave difficulté, avec une inflation incontrôlée. Les Français voient leur facture d'électricité exploser sans comprendre, parce qu'ils savent que nous produisons de l'électricité à 50 € [le mégawattheure] que les Français paient 20 fois plus cher. Ce sont les œuvres complètes de l'Union

européenne, devant lesquelles la France est incapable de prendre des décisions liées à son intérêt national.

Pour vous, « la France n'aura pas d'autre choix que de se déconnecter du marché unique de l'électricité ».

Mais comment feriez-vous ?

Se déconnecter du prix du marché n'est pas se déconnecter du marché : on peut continuer à s'interconnecter, on l'a toujours fait avant 1996. La question est celle du prix. Nous sommes capables d'être exportateurs nets d'électricité, puisqu'on est en train d'atteindre à nouveau, grâce à nos indispensables centrales nucléaires, le niveau de production compatible avec une forme d'autonomie. Nous n'avons aucune raison de continuer à accepter une fixation du prix de l'électricité qui est attentatoire à nos intérêts vitaux. Jusqu'où allons-nous sacrifier notre économie au nom de l'amour immodéré des institutions européennes ?

Vous considérez que l'UE fonctionne entièrement selon des principes obsolètes...

C'est la Commission européenne elle-même qui les a suspendus ! Les 3 % de déficit public, le taux de dette à 60 % du PIB, l'interdiction des aides d'État, tout est suspendu, sauf le marché de l'électricité, qui devrait l'être d'urgence. Nous avons intérêt à être dans l'Europe et à en prendre le leadership pour la restructurer en fonction de nos intérêts. Notre docilité à l'égard des décisions les plus absurdes de l'Union européenne doit cesser. Où est la riposte collective des Européens ? Où sont l'Inflation Reduction Act ? Le Buy European Act ? Nulle part.

Vous dites qu'il suffit de 500 usines pour assurer notre propre souveraineté écologique. Peut-on vraiment tout produire en France ?

Notre balance commerciale est une catastrophe nationale – je ➤

**à voir sur
MARIANNETV**

Retrouvez
en intégralité
l'interview
d'Arnaud
Montebourg.

➤ pèse mes mots. Et elle continue à s'aggraver dangereusement. Chaque fois que nous réduisons notre production de carbone, nous le compensons par des importations (de carbone). Mais la planète, c'est la même. Nous achetons 60 milliards d'objets à la Chine, qui construit 300 centrales à charbon en ce moment ! On engueule les Français quand ils prennent l'avion, mais la totalité du trafic aérien français correspond à une centrale à charbon allemande ! Nous n'avons pas d'autre choix que de produire ici ce que nous importons. Cela va devenir la règle mondiale.

Pour rétablir l'équilibre, il faudrait relocaliser 50 milliards de chiffre d'affaires sur le sol français,

ce qui correspond à 500 usines nouvelles (5 par département), qui créeraient 350 000 emplois industriels et, derrière, à peu près 1 million d'emplois. Plutôt que de demander à des gens qui travaillent déjà beaucoup de travailler encore plus longtemps, tout en risquant d'atteindre la précarité car le taux d'emploi des seniors est très faible en France, on ferait mieux de former et de ramener au travail tous ceux qui ne travaillent pas ou pas assez, dans une forme de mobilisation nationale.

Vous avez arrêté votre campagne présidentielle il y a quasi un an jour pour jour. Qu'est-ce qui vous a manqué ?

J'ai défendu honorablement mes positions. Elles n'ont pas rencontré d'écho. Je n'avais pas les

moyens de continuer. Donc il était naturel que j'arrête. Maintenant, je n'ai pas l'intention de poursuivre le combat politique. Je suis engagé dans mes entreprises équitables. Néanmoins, si je suis rangé des voitures, je ne suis pas rangé de mes idées.

Dans votre texte, vous écrivez que la rhétorique actuelle de la gauche est une machine à repousser l'honnête homme. Pour vous, la Nupes, c'est hors sujet ?

Quand la gauche attaque les barbecues, les piscines, le Tour de France, les sapins de Noël, l'aviation comme rêve d'enfant, les corridas, qu'elle soutient l'aspersion de sauce tomate sur des œuvres d'art dans les musées, qu'elle dérive sur les questions sociales en proclamant le droit à la paresse, elle se perd. « *L'oisif ira loger ailleurs* » figure dans l'une des strophes de *l'Internationale* ! Le travail n'est pas une valeur de gauche ou de droite, c'est une valeur humaine, d'édification de la société et du bien commun.

On a besoin de travail y compris pour réaliser des buts nobles comme la lutte contre le changement climatique. La société du farniente, du revenu universel et du « moi je » quand on a besoin du collectif est, selon moi, condamnable. Je suis choqué de l'anecdotalisation de la politique quand les grandes questions profondes ne sont pas traitées. En hérissant l'honnête homme, les représentants de la Nupes deviennent les fourriers inconscients de l'extrême droite.

Qui peut porter le « souverainisme écologique » que vous appelez de vos vœux ?
C'est au président de la République de le faire, il en a seul les moyens stratégiques. Pour éviter les drames qui nous attendent, il faut non plus des discours souverainistes, mais poser enfin des actes souverains. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR H.M. ET S.Q.

“PLUTÔT QUE DE DEMANDER AUX FRANÇAIS DE TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS, ON FERAIT MIEUX DE FORMER ET DE RAMENER AU TRAVAIL TOUS CEUX QUI NE TRAVAILLENT PAS OU PAS ASSEZ.”

